

Ne laissons pas la démocratie se dissoudre !

Esprit

“ Face au séisme qui menace d'emporter notre démocratie, il faut faire tomber le masque du Rassemblement national et comprendre l'idéologie, inégalitaire et racialisée, qui lui est spécifique.

Depuis la double annonce dimanche soir du résultat des élections européennes en France et de la dissolution de l'Assemblée nationale, le choc ne se dissipe pas. En vingt ans que l'extrême droite s'est installée dans le paysage politique et médiatique, que ses scores montent élection après élection, l'expression selon laquelle elle est « aux portes du pouvoir » s'est galvaudée. Elle décrit pourtant la réalité aujourd'hui, à l'issue d'un scrutin qui a certes vu l'extrême droite se renforcer dans certains pays (aux Pays-Bas et en Allemagne notamment) mais reculer aussi chez nombre de nos voisins. La situation française est donc particulière à deux titres : parce que l'extrême droite y a obtenu près de 40% des suffrages ; et parce que le chef de l'État, au motif de prendre acte de ce résultat, a pris le risque de lui confier les clés du pays.

Ce n'est pas tant le choix de la dissolution en elle-même, que la méthode et le calendrier retenus, qui nous semblent inacceptables. La décision d'Emmanuel Macron a pris de court tous ceux qui auraient dû, selon ce

qu'exigent nos institutions, être consultés. Elle a mis devant le fait accompli la majorité, ses alliés, les parlementaires et leurs collaborateurs, mais aussi les administrations, les agences de l'État, toutes celles et ceux qui travaillent au rythme du temps politique, brusquement suspendu. Elle affaiblit la voix de la France et prend à revers nos partenaires européens et nos alliés, dans un contexte international extrêmement tendu et alors que la situation de l'Ukraine est critique.

Ce geste est présenté par le Président comme une réponse démocratique à la défiance exprimée par les Français, un « retour au peuple ». Si l'argument est déjà discutable à propos d'un référendum, il l'est plus encore lorsqu'est dissoute, après deux ans, une assemblée élue démocratiquement pour cinq. Si l'hémicycle était en ébullition permanente, c'est aussi qu'Emmanuel Macron, sans y disposer d'une majorité, continuait de se comporter comme si c'était le cas. Et il y avait d'autres choix possibles pour prendre acte du mécontentement des Français, à commencer par celui de proposer à l'automne un nouveau gouvernement, porteur d'inflexions pour la poursuite du quinquennat. Au lieu de cela, le fantasme de celui qui veut rester « maître des horloges » impose une brutalisation du temps de la délibération démocratique : une campagne éclair, un second tour au début des grandes vacances d'été et, encore une fois, le risque du chaos brandi comme seul principe de légitimation.

Rien n'est cependant écrit d'avance, et il nous faut collectivement, dans les prochaines semaines, jeter toutes nos forces dans la bataille pour que le pire n'advienne pas. Cela commence, sur un plan intellectuel et politique, par le refus de la rhétorique consistant à renvoyer dos-à-dos les « extrêmes », face auxquels s'imposerait le choix de la « modération ». Les dernières années ont apporté la preuve que ce discours est non seulement problématique sur le fond, mais manque systématiquement sa cible. Alimentant les colères et les exaspérations par l'arrogance dont il témoigne, il ne fait en définitive qu'accélérer la montée de l'extrême droite. En France, mais aussi en Europe, les électeurs ont suffisamment exprimé leur rejet de l'idée selon laquelle « il n'y a pas d'alternative ». Face au séisme qui menace d'emporter notre démocratie, il faut faire tomber le masque du Rassemblement national et comprendre l'idéologie, inégalitaire et raciale, qui lui est spécifique. Il faut rappeler les mesures indignes qui figurent à son programme, les

conséquences concrètes qu'aurait son arrivée au gouvernement en matière de politique sociale, de droit du travail, d'éducation ou de culture.

Mais le succès du Rassemblement national ne s'est pas construit en un jour. Si l'urgence aujourd'hui est bien de l'empêcher d'accéder aux leviers du pouvoir, il faut également, à plus long terme, trouver le moyen de répondre, sur le plan du sentiment politique et pas seulement dans le registre de la compétence ou de l'efficacité, au puissant désir de protection qui s'exprime dans les sociétés contemporaines, que l'extrême droite partout entend détourner à son profit. Que l'on songe au creusement des inégalités, au sentiment d'abandon et à la perte de repères, aux bouleversements technologiques ou au péril climatique, c'est de la gauche que doivent venir les propositions capables de faire durablement reculer l'attrait des politiques d'exclusion, de violence ou d'injustice. La responsabilité qui pèse sur ses dirigeants, mais aussi sur les intellectuels et l'ensemble des citoyens, est immense. Vous pouvez compter sur la rédaction d'*Esprit* pour y prendre sa part, aujourd'hui, dans la campagne qui s'ouvre, et au-delà.

Esprit

Texte rédigé et envoyé aux abonnés de l'infolettre Le mot d'Esprit, le vendredi 14 juin 2024.